

La mondialisation est-elle finie ?

 alternatives-economiques.fr/mondialisation-finie/00081531

Jacques Adda, *Alternatives économiques*, 16 novembre 2017



Le marasme du commerce mondial révèle moins un processus de démondialisation qu'une transformation des processus internationaux de production, entraînée par l'explosion de l'économie digitale.

1. L'épuisement de la mondialisation traditionnelle

Contrairement à la Grande Dépression des années 1930, la Grande Récession de 2007-2008 n'a pas entraîné un démantèlement du système des relations économiques internationales. Elle a provoqué, en revanche, un coup d'arrêt de la mondialisation, et en particulier du processus antérieur d'intensification des flux de capitaux transnationaux, parfois qualifié d'hypermondialisation.

Ce processus était apparu dans les années 1990 à la suite de la double révolution provoquée par l'émergence d'Internet et l'extension de la logique de marché, des réseaux productifs et de la finance de marché* à la totalité de la planète. Très net en ce qui concerne les échanges mondiaux de marchandises et les investissements directs internationaux** (voir graphique ci-dessous), ce coup d'arrêt se transforme en contraction significative dans le cas des prêts bancaires internationaux, mais aussi des emprunts obligataires internationaux, sur lesquels la crise de la dette publique en Europe a laissé son empreinte. Quant aux placements boursiers internationaux, ils stagnent depuis 2007 autour de 1 000 milliards de dollars par an et déclinent légèrement en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) mondial.

La crise de 2008 n'est pas effacée

Echanges commerciaux et flux d'investissements directs, en % du PIB mondial

Certes, des facteurs conjoncturels expliquent en partie cette pause, voire ce recul, de la mondialisation. Le marasme du commerce international (3 % de croissance par an en volume depuis 2012, contre 8,5 % sur la période 2002-2007), tout d'abord, est indissociable de la faiblesse de l'activité mondiale, dont le rythme est revenu de plus de 5 % entre 2003 et 2007 à 3,4 % après 2011. En cause : le triple effet des séquelles de la crise financière de 2008, des dysfonctionnements européens et du ralentissement chinois.

Les importations des économies en développement, qui progressaient deux fois plus vite en volume que celles des économies avancées avant 2008, évoluent désormais au même rythme

L'impact sur les échanges est d'autant plus marqué que la longueur économique s'accompagne d'une atonie de l'investissement, dont la production est fortement internationalisée et donc intense en échanges. A cela s'ajoute l'effondrement des prix du pétrole et des matières premières qui pèse sur les revenus, l'activité, et donc les importations des pays producteurs de produits de base (Amérique latine, Russie, Afrique et Proche-Orient). Selon le Fonds monétaire international (FMI), ces différents éléments seraient à l'origine des trois quarts au moins du ralentissement des échanges internationaux. De façon significative, les importations des économies en développement, qui progressaient deux fois plus vite en volume que celles des économies avancées avant 2008 (14 %, contre 7 % en rythme annuel), évoluent désormais au même rythme de 3 % en moyenne.

De même, le repli des emprunts internationaux (prêts bancaires ou souscriptions d'obligations) résulte pour une part significative de la contraction des emprunts en Europe, sous l'effet de la crise de la monnaie unique mais aussi de la fragilité persistante des systèmes bancaires. Dans les autres parties du monde, le retrait de l'activité bancaire est beaucoup moins prononcé.

Emprunts internationaux : une crise européenne

Créances internationales des banques, en % du PIB mondial

Quant aux flux d'investissements directs, en net recul sur la période 2009-2014, ils se redressent depuis 2015, revenant à leur niveau de 2005-2006 en pourcentage du PIB mondial. Le recul antérieur s'expliquerait donc, lui aussi, au moins en partie, par des facteurs conjoncturels.

Les flux migratoires vers les économies développées ne connaissent, en revanche, aucun relâchement. Ils sont même stimulés par la crise qui frappe nombre d'économies en développement. La proportion des immigrés dans la population mondiale, limitée à 3,3 % en 2015 (contre 2,9 % en 1990), se situe sur une pente nettement ascendante en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord (15 % environ de la population dans les deux régions en 2015, contre 9 % à 10 % en 1990 selon les Nations unies, voir graphique page 80).

Un monde toujours plus mobile

Nombre total d'immigrés en pourcentage de la population des pays d'accueil

2. Un reflux lié à des logiques structurelles

Que la mondialisation, au moins dans ses formes traditionnelles, soit sensible aux mouvements de fond de l'activité n'est pas à proprement parler une nouveauté. On a pu le voir dans les années 1980. Déjà à l'époque, le commerce mondial, les investissements directs et les prêts bancaires internationaux avaient enregistré un recul sensible, avant de repartir de plus belle par la suite. La conjoncture n'explique toutefois pas tout. Même si leur impact quantitatif est encore modéré, trois éléments pèsent de façon structurelle sur les trois grands axes de la mondialisation. Longtemps portée par la libéralisation des échanges dans le cadre du Gatt*** puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la progression du commerce mondial s'opère depuis la crise financière dans un contexte de blocage permanent des négociations multilatérales, qu'illustre l'échec du cycle de Doha****.

On note une résurgence du nationalisme économique, dont le Brexit et le retrait américain du TPP sont les exemples les plus frappants

Ces blocages s'accompagnent par ailleurs d'une montée des obstacles non tarifaires aux échanges (instauration de quotas, édictons de normes plus exigeantes, lourdeurs administratives...), notamment de la

part des Etats-Unis, de la Russie et de l'Inde. On note également une résurgence du nationalisme économique, dont le Brexit et le retrait américain du TPP (Trans-Pacific Partnership, accord de libre-échange signé par douze pays d'Asie et d'Amérique en 2016) sont les exemples les plus frappants.

Un autre facteur structurel d'intensification des échanges avant 2007 était la segmentation des processus de production à l'échelle mondiale le long de chaînes de valeur globales (CVG)^{*****}, qui permettait aux firmes multinationales de tirer parti, pour chaque type d'activité, des avantages de coûts des différentes régions du monde et de localiser leurs filiales en conséquence. Avec l'ouverture de la Chine, de l'ex-bloc soviétique et de l'Inde aux investissements étrangers dans les années 1990, l'accélération des investissements directs internationaux jusqu'à la fin des années 2000 répondait dans une large mesure à une logique de transfert massif des activités vers les pays à bas salaires.

Cette dynamique s'est brisée dans les années 2010, les flux d'investissements directs vers les économies émergentes cessant de progresser en dollars courants. De 50 % en 2010, leur part dans le total mondial est revenue à 40 % en 2016. Une des causes de ce reflux est la montée rapide des coûts salariaux, qui fait fondre le principal avantage de coût dont bénéficiaient nombre d'économies émergentes, et en tout premier lieu la Chine. A cela s'ajoute les progrès de la robotisation et l'impact de nouvelles technologies, telles l'impression 3D, qui tendent à restituer aux économies développées leur avantage compétitif et favorisent la relocalisation des productions à proximité des grands centres de consommation.

Les banques ont fortement réduit le volume de leurs opérations, à commencer par leurs opérations internationales

Enfin, au-delà de la double crise bancaire et financière dont semble enfin émerger la zone euro, la régulation bancaire a fait des progrès tant au niveau national (Dodd-Frank Act de 2010 aux Etats-Unis) que global (accords de Bâle III signés en 2010). Elle a obligé les banques à renforcer leur capital et à relever de façon conséquente le ratio de leurs fonds propres par rapport aux risques encourus. Pour se conformer aux nouvelles règles prudentielles, les banques ont fortement réduit le volume de leurs opérations, à commencer par leurs opérations internationales. Cette tendance, qui est nettement perceptible dans les prêts aux économies émergentes, s'accompagne en Europe d'un mouvement de renationalisation du financement des dettes publiques.

3. L'essor de la mondialisation digitale

Focalisés sur les flux palpables et mesurables de marchandises et de capitaux, les discours en vogue sur la démondialisation passent à côté de la mutation fondamentale produite par l'essor de l'économie digitale. Si le commerce mondial de biens peine à rebondir, les échanges de services, en particulier de services numériques, explosent. Souvent incorporés aux marchandises exportées, les services sont largement sous-estimés par les statistiques courantes du commerce international, qui n'enregistrent que la valeur marchande des produits finis et ignorent leur composition. Selon l'OCDE, l'analyse de la valeur ajoutée des produits échangés montre que la part des services dans le commerce mondial de biens et de services était de 64 % en 2016 et non de 23 %.

Si le commerce mondial de biens peine à rebondir, les échanges de services, en particulier de services numériques, explosent

Mais ces chiffres eux-mêmes ne permettent pas d'appréhender l'essor spectaculaire de la mondialisation digitale. Celle-ci brouille en effet les frontières entre biens et services et s'appuie sur des modèles d'affaires, globaux par essence, et non directement marchands, comme le montre l'exemple de Google, repris en masse par les *start-up* digitales. Ainsi, les flux internationaux de données (*data flows*) ont été multipliés par 45 depuis 2005 (+ 50 % par an), pour atteindre 400 000 gigabits par seconde fin 2016. Selon une étude du McKinsey Global Institute, la contribution de ces flux à la croissance du PIB mondial serait d'ores et déjà plus significative que celle du commerce mondial de biens. Composés pour l'essentiel d'informations, de recherches, de

communications, de transactions, de vidéos et de transferts de données intrafirmes, ces flux sous-tendent, accompagnent et facilitent la quasi-totalité des opérations économiques internationales. Ils propagent idées et innovations, et bouleversent la nature et la dynamique de la mondialisation.

Les plateformes digitales permettent l'émergence de marchés globaux à information quasi parfaite, mettant en relation directe acheteurs et vendeurs des cinq continents

Un rôle essentiel revient, dans ce domaine, aux plates-formes digitales, telles Amazon ou eBay. Elles permettent l'émergence de marchés globaux à information quasi parfaite, mettant en relation directe acheteurs et vendeurs des cinq continents. En 2016, le montant des biens et des services vendus sur Amazon et Alibaba représentait 700 milliards de dollars (un quadruplement en cinq ans). A elles seules, les ventes internationales en ligne de biens et de services au détail étaient évaluées à 500 milliards de dollars en 2016, avec un taux de croissance projeté supérieur à 20 % par an. Si l'on considère l'ensemble des ventes de biens (aux consommateurs et aux entreprises), les ventes en ligne représentaient 12 % du commerce mondial de marchandises en 2014. Un taux qui devrait augmenter rapidement tant est grande la capacité des plates-formes à intégrer les autres secteurs d'activité dans leur système de distribution.

Le rôle des plates-formes digitales dans la mondialisation ne se limite cependant pas à l'e-commerce. Tandis que les grandes firmes développaient séparément leurs propres plates-formes permettant la rationalisation des approvisionnements, le contact direct avec les consommateurs, la communication interne et le partage de l'information entre employés au sein des entreprises, l'essor des plates-formes Internet globales bouleverse les marchés du travail en promouvant un commerce des tâches à l'échelle mondiale. Transparente, efficiente, ouverte aux individus et aux PME, la nouvelle mondialisation transforme les règles de la concurrence, raccourcit de façon drastique les chaînes de valeur globales et pèse par là même sur les flux d'échanges et d'investissement traditionnels. Tout comme l'ancienne, elle développe ses propres infrastructures, ses propres modèles d'affaires et ses propres monopoles. Tout comme l'ancienne aussi, elle fait des gagnants et des perdants, et appelle une régulation qui ne peut prendre corps qu'au niveau international.